



UFR

25 Juin :

Les retraités et retraitables de La Poste et France Télécom aux portes des Directions avec leurs revendications

Les retraités ont été très nombreux ces derniers mois dans les rassemblements et manifestations en convergence revendicative avec les salariés en activité. Ils ont répondu présents encore dans les multiples initiatives prises dans les professions et les territoires durant ce mois de juin.

Les retraités du secteur des activités postales et de télécommunications, dans le cadre de ce processus d'actions, ont décidé une nouvelle fois de déposer leurs revendications à leurs ex-employeurs. Ils leur ont rappelé leurs responsabilités tant en matière de niveaux de pensions, qui dépendent des salaires en activité, que de santé à la retraite, suite aux pénibles voire dangereuses conditions de travail imposées.

La retraite est un droit acquis par le travail et les richesses produites à l'entreprise.

Revaloriser les salaires, notamment ceux des femmes qui devraient être à égalité avec les hommes, développer l'emploi permettraient de résoudre en grande partie le financement des retraites. Au regard des profits réalisés, des subventions et autres exonérations de cotisations dont bénéficient les entreprises sans aucune contrepartie, les moyens existent pour améliorer notre système de retraite par répartition.

Les premières informations transmises à l'UFR ce 25 juin donnent plusieurs centaines de retraités et retraitables rassemblés devant les directions ou établissements de La Poste et France Télécom.

A Paris, Marseille, Toulouse, Montpellier, Vannes, les rassemblements de 50 personnes, voire davantage, ont permis qu'une délégation soit reçue pour exprimer les revendications.

Des rassemblements également à Rennes, Angers, Nantes, Villeneuve d'Asq, Le Mans, Nîmes, Avignon, Tours, Lyon, Tarbes, Limoges, dans le Cher, à Bordeaux, Périgueux, Pau, Auxerre..., dont pour la plupart la presse régionale s'en est fait l'écho.

Des dizaines d'audiences ont été demandées et vont se poursuivre dans les semaines qui suivent.

Plus de 2500 pétitions pour une vingtaine de départements ont été déposées, le nombre de signatures recueillies allant bien au-delà de nos forces syndiquées comme à Toulouse, Marseille Télécom et Chèques, la Charente....

Des délégations aux préfetures ont eu lieu à Lille, Marseille...

A noter que dans la préparation de l'action, des adhésions ont été réalisées à Montpellier, Nîmes, Marseille Télécom, Nantes..., la rentrée des cotisations de 4 syndiqués à Paris Poste.

Les retraités de la Nièvre avec la direction du Syndicat et l'USR ont diffusé des tracts aux usagers du restaurant inter administratif de Nevers et fait signer une pétition pour le droit à l'accès au restaurant.

Le 25 juin va compter dans la profession et parmi l'ensemble des retraités qui refusent de voir ponctionner leurs pensions sur le mauvais prétexte de leur coût pour le budget de l'Etat.

Des audiences seront demandées par l'UFR aux directions nationales de La Poste et France Télécom. Dans cet objectif l'action se poursuit avec les audiences aux directions locales, la signature de la pétition pour le pouvoir d'achat, la protection sociale, le droit aux activités culturelles et sociales, la participation des employeurs au financement de la complémentaire santé, le suivi post-professionnel.

Elle s'inscrit dans la bataille pour les retraites et prépare la journée d'action proposée par la CGT début Septembre.

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 014818 54 00 - Fax : 0148 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D

<http://www.cgt-fapt.fr> - e-mail : ufr@cgt-fapt.fr